

10 recommandations pour un plan d'urgence de lutte contre le sexisme

- N°1 :** Augmenter les moyens financiers et humains de la justice pour former plus et en plus grand nombre les magistrat-es au sein des juridictions chargées de traiter les violences intrafamiliales, à l'instar de l'investissement espagnol ;
- N°2 :** Instaurer une obligation de résultats pour l'application de la loi sur l'éducation à la sexualité et à la vie affective dans un délai de trois ans, et prévoir une sanction financière en cas de non-respect de cette obligation dans ce délai ;
- N°3 :** Réguler les contenus numériques pour lutter contre les stéréotypes, représentations dégradantes, et traitements inégaux ou violents des femmes, en particulier les contenus pornographiques en ligne ;
- N°4 :** Rendre obligatoires les formations contre le sexisme par les employeurs ;
- N°5 :** Généraliser l'égaconditionnalité (qui conditionne l'argent public à une contrepartie en terme d'égalité) et la budgétisation sensible au genre ;
- N°6 :** Créer une Haute Autorité indépendante pour lutter contre les violences sexistes en politique ;
- N°7 :** Conditionner les aides publiques à la presse écrite à des engagements en matière d'égalité ;
- N°8 :** Rendre obligatoire un système d'évaluation et une publication annuelle sur la part de représentation des femmes dans les manuels scolaires, informant voire conditionnant leur mise sur le marché, sur le modèle belge ;
- N°9 :** Interdire la publicité pour les jouets genrés sur le modèle espagnol ;
- N°10 :** Institutionnaliser la journée nationale de lutte contre le sexisme le 25 janvier.